

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX



**REHABILITATION DU R+4 DE BATIMEN LWOFF
CAMPUS DE LA DOUA
VILLEURBANNE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) - COMMUN A TOUS LES LOTS

Maître d'Ouvrage :

COMUE Lyon Saint-Etienne (Université de Lyon – UDL)
Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus
92 rue Pasteur – CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

Etablissement utilisateur

Université Claude Bernard - Lyon 1
43 Bd du 11 Novembre 1918
69100 Villeurbanne

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. <i>Objet du marché.....</i>	5
1.2. <i>Forme du marché.....</i>	5
1.3. <i>Calendrier prévisionnel</i>	5
1.4. <i>Décomposition en tranches et lots</i>	6
1.5. <i>Maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur.....</i>	6
1.6. <i>Equipe maître d'œuvre et missions</i>	6
1.7. <i>Contrôleur technique</i>	7
1.8. <i>Coordinateur SSI</i>	7
1.9. <i>CSPS</i>	7
1.10. <i>Autres intervenants</i>	8
Article 2. Pièces constitutives du marché	8
2.1 <i>Pièces contractuelles</i>	8
2.2 <i>Pièces indicatives.....</i>	8
Article 3. Cession du marché.....	9
Article 4. Conditions d'exécution des prestations	9
4.1. <i>Mise en œuvre du marché</i>	9
4.2. <i>Exécution du marché.....</i>	10
4.3. <i>Durée du marché - Délais d'exécution</i>	10
4.4. <i>Prolongation des délais</i>	10
4.5. <i>Arrêt de travaux dû à la découverte d'une situation de danger lors des travaux.....</i>	12
Article 5. Prestations similaires et décisions de poursuivre.....	13
Article 6. Caractéristiques des matériaux et produits	14
6.1. <i>Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits</i>	14
6.2. <i>Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</i>	14
Article 7. Préparation et coordination des travaux.....	14
7.1. <i>Période de préparation - programme d'exécution des travaux</i>	14
7.2. <i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....</i>	14
7.3. <i>Registre de chantier</i>	15
Article 8. Études d'exécution.....	16
Article 9. Installation et organisation du chantier.....	16

9.1.	<i>Installations de chantier</i>	16
9.2.	<i>Lutte contre le travail dissimulé sur le chantier</i>	16
Article 10.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
10.1.	<i>Gestion des déchets de chantier</i>	16
10.2.	<i>Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	16
10.3.	<i>Clause incitative au réemploi et à la revalorisation des matériaux</i>	17
10.4.	<i>Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux</i>	17
10.5.	<i>Travaux non prévus</i>	17
Article 11.	Identification d'un sinistre et dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	17
11.1.	<i>Identification d'un sinistre</i>	17
11.2.	<i>Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution</i> .	18
Article 12.	Documents fournis après execution	18
Article 13.	Réception des travaux	18
Article 14.	Garantie	18
14.1.	<i>Garantie de parfait achèvement</i>	18
14.2.	<i>Garantie biennale</i>	19
Article 15.	Garanties financières	19
Article 16.	Avance / Acomptes	19
16.1.	<i>Avance</i>	19
16.2.	<i>Acomptes</i>	20
Article 17.	Prix du marché	20
17.1.	<i>Contenu du prix</i>	20
17.2.	<i>Caractéristiques des prix</i>	21
17.3.	<i>Augmentation et diminution du montant des travaux</i>	21
17.4.	<i>Variation dans les prix</i>	21
Article 18.	Modalités de règlement des comptes	22
18.1.	<i>Projets de décompte</i>	22
18.2.	<i>Acomptes mensuels</i>	23
18.3.	<i>Demande de paiement finale</i>	23
18.4.	<i>Décompte général – solde</i>	23
18.5.	<i>Mode de règlement</i>	23
18.6.	<i>Répartition des paiements</i>	23
Article 19.	Pénalités et retenues	24
19.1.	<i>Pénalité pour non-respect des obligations liées à la sous-traitance</i>	24
19.2.	<i>Pénalités de retard dans l'exécution des prestations ou dans la date de réception de l'ouvrage</i>	24

19.3.	<i>Pénalités de retard dans la levée des réserves.....</i>	24
19.4.	<i>Pénalités pour méconnaissance de l'obligation de confidentialité.....</i>	25
19.5.	<i>Pénalités de retard dans la production de documents</i>	25
19.6.	<i>Pénalités pour absence ou retard aux réunions ou visites.....</i>	25
19.7.	<i>Pénalités pour non-respect du RGPD.....</i>	25
19.8.	<i>Pénalités pour autres manquements</i>	25
Article 20.	Lutte contre le travail dissimulé.....	25
Article 21.	Responsabilité et assurances.....	26
21.1.	<i>Responsabilité.....</i>	26
21.2.	<i>Assurances</i>	26
Article 22.	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	29
Article 23.	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	29
Article 24.	Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	29
Article 25.	Résiliation du marché.....	29
Article 26.	Force majeure	29
Article 27.	Exécution aux frais et risques.....	30
Article 28.	Confidentialité.....	30
Article 29.	Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD)	30
Article 30.	Dérogations au C.C.A.G. Travaux.....	31

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. *Objet du marché*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières commun à l'ensemble des lots (CCAP) concernent : l'opération de réaménagement du R+4 du bâtiment LWOFF, pour l'université de Lyon.

Contexte :

Le projet consiste à un réaménagement à niveau technique du bâtiment LWOFF pour permettre l'installation des activités universitaire de type laboratoire de chimie. Ce projet s'inscrit dans un cadre plus global de rénovation du site universitaire. L'opération concernée par le présent rapport est dédiée à l'étage 4 du bâtiment LWOFF.

Lieu d'exécution : Bâtiment LWOFF, étage 4, 10 rue Raphaël Dubois 69100 Villeurbanne

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières Communes (C.C.T.P. Généralités) à tous les lots.

Les spécifications techniques des ouvrages sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des lots.

Le CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2021, s'applique au présent marché de chaque lot.

1.2. *Forme du marché*

Pour les lots 1-2-4-5-6-7, les prestations font l'objet d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire, tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement de chaque lot. Le détail de ce prix global et forfaitaire est porté à la DPGF du lot concerné.

Pour le lot 3, il s'agit d'un accord-cadre « composite » mono-attributaire, comprenant des prestations à prix forfaitaire exécutées dans le cadre d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire, et des prestations à prix unitaires exécutées par le biais de bons de commande et soumises au régime applicable aux accords-cadres. Conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique, la commande des prestations à prix unitaires est soumise à un montant maximum de 100 000euros HT sur toute la durée du marché.

1.3. *Calendrier prévisionnel*

Notification du marché de travaux	Août 2025
Période de préparation des travaux	Mi-Août – Septembre 2025
Lancement des travaux	Septembre 2025
Opérations Préalables à la Réception	Fin Octobre 2025

(travaux préalables – lot 01)	
Fin des travaux - livraison	Novembre 2025

1.4. Décomposition en tranches et lots

Il est prévu une décomposition en 7 lots :

- Lot n°01 Désamiantage / Démolition – lancé en anticipé
- Lot n°02 Étanchéité
- Lot n°03 Plâtrerie – Faux-plafonds – Peinture
- Lot N°04 Menuiserie intérieur
- Lot n°05 Sol souple - Faïence
- Lot n°06 Électricité
- Lot n°07 Plomberie - CVC

Le lot principal est le lot 3.

Le titulaire atteste qu’il prendra connaissance de l'ensemble des pièces de tous les lots et en conséquence intégrera dans son offre la notion d'interface afin que l'ouvrage puisse être réalisé dans son intégralité selon les règles de l'art et de sécurité.

1.5. Maître d’ouvrage et pouvoir adjudicateur

Maître d’Ouvrage :

COMUE Lyon Saint-Etienne

Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus

92 rue Pasteur – CS 30122

69361 Lyon Cedex 07

La conduite d’opération est assurée par le pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus de l’Université de Lyon.

1.6. Equipe maître d’œuvre et missions

- Maître d’œuvre :

IDONEIS

28 rue Juliette Récamier

69006 Lyon

La mission du maître d’œuvre consiste en une mission de base telle que définie dans le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et dans l'arrêté du 21 décembre 1993. A celle-ci s’ajouteront des missions complémentaires.

- Missions de base :*
- Etudes d'avant-projet (AVP) / Dossier(s) relatif(s) au(x) autorisation(s) administrative(s)
 - Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
 - Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (AMT)
 - Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)/ Participation à la cellule de synthèse
 - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
 - Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
- Missions complémentaires :*
- Etudes de diagnostic (DIA)
 - L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des différents intervenants (OPC)

1.7. Contrôleur technique

QUALICONSULT

17 avenue Condorcet
69100 Villeurbanne

- Mission de base : L+S (relatives respectivement à la sécurité des personnes dans les constructions et à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables).
- Missions complémentaires : LE, Hand, VIE, VMC, PV, ATHAND, MS1.1, MS1.2, SEI :
 - LE relative à la solidité des existants
 - Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
 - VIE relative à la vérification initiale des installations électriques
 - VMC relative à l'assistance aux essais de fonctionnement de l'installation de Ventilation Mécanique Contrôlée
 - PV relative au recollement des PV d'essais d'installations
 - ATHAND relative à l'attestation de conformité des ouvrages aux règles d'accessibilité
 - MS 1.1 relative à l'assistance pour l'élaboration de la notice de sécurité
 - MS 1.2 relative à l'assistance pour l'élaboration de la notice d'accessibilité
 - SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

Le Titulaire doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que l'Université de Lyon lui a notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la conception que la réalisation des Travaux. Il appartient au Titulaire d'obtenir l'avis favorable du contrôleur technique sur les dispositions techniques retenues tant au stade des EXE que des Travaux.

1.8. Coordinateur SSI

Sans objet

1.9. CSPS

M. Bruno MARIN

EXELL SECURITE
3 RUE DES MÉRIDIENS,
38130 ÉCHIROLLES

Le coordonnateur est associé pendant les phases de conception et à la réalisation des Travaux.
Il a accès à toutes les réunions organisées par le Titulaire et est destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Le Titulaire doit tenir compte des observations du coordonnateur, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Le coordonnateur SPS établit, conformément aux dispositions du Code du travail, un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé avant le démarrage des Travaux.

Ce plan général de coordination est une pièce contractuelle.

1.10. Autres intervenants

L'Université de Lyon se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, si elle le juge utile.
L'Université de Lyon pourra être accompagnée par tout tiers pour l'exécution du marché.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de chaque lot du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces contractuelles

1. L'acte d'engagement (A.E.) ;
2. Le bordereau des prix unitaires pour le lot 3 (BPU) ;
3. Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Communes (C.C.T.P. Généralités) à tous les lots ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) du lot concerné et ses annexes ;
6. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1er avril 2021
7. Le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG-travaux).
8. L'ensemble des pièces graphiques de la Maîtrise d'œuvre
9. Le RICT
10. Le calendrier d'exécution des travaux
11. La note méthodologique du candidat (le cadre du mémoire technique)
12. Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises et les mises au point.

2.2 Pièces indicatives

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- Le Détail quantitatif estimatif (DQE).

La signature de l'acte d'engagement, propre à chaque lot, vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contractuels susmentionnés.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

Article 3. Cession du marché

Hormis le cas d'une décision du Tribunal de Commerce, le titulaire ne pourra, pour quelque motif que ce soit, sous peine de déchéance, céder, partiellement ou totalement, les droits résultant du marché qu'avec l'agrément préalable et exprès de l'Université de Lyon par avenant de transfert.

Le titulaire est tenu de présenter le cessionnaire à l'Université de Lyon lors de sa demande d'autorisation. Le cessionnaire devra apporter des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles apportées par le titulaire. L'Université de Lyon fait connaître sa décision dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande du titulaire.

L'Université de Lyon ne peut s'opposer à la cession que si le cessionnaire ne présente pas des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles du titulaire à la date de notification du marché.

A défaut d'agrément dans les conditions ci-dessus visées, la cession sera considérée comme irrégulière et inopposable à l'Université de Lyon. En outre, en cas de méconnaissance des dispositions du présent article par le titulaire, l'Université de Lyon pourra, après mise en demeure préalable restée sans effet, résilier le marché pour faute, conformément à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

En cas de cession, le cessionnaire sera subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du marché.

Article 4. Conditions d'exécution des prestations

4.1. Mise en œuvre du marché

Pour la partie forfaitaire, les prestations commencent à s'exécuter à la date de notification du marché.

Conformément à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, les prestations à prix unitaires s'exécutent à la survenance du besoin, par le biais de bons de commande établis sur la base des prix définis dans le bordereau des prix unitaires figurant dans l'offre financière du titulaire.

Le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Ces derniers sont signés, datés, numérotés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

La notification du marché vaut ordre de service notifiant le début de la période de préparation du chantier et la date de démarrage du délai contractuel d'exécution des travaux.

Les OS seront transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux.

Conformément aux articles 3.8.2 et suivants du CCAG-Travaux., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier, au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

4.2. Exécution du marché

Méthodologie de travail :

1. Le titulaire établit les plans et études d'exécution
2. Validation des études d'exécution par le maître d'œuvre et le contrôleur technique.
3. Notification du planning d'exécution par l'ordre de service.
4. Exécution des travaux par l'entreprise titulaire, direction des travaux par le maître d'œuvre et pilotage des travaux par le coordonnateur OPC.
5. Réception des travaux par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage

Le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition les moyens humains et matériels pour respecter les délais notifiés par le coordonnateur OPC.

Dans le cadre de l'exécution de son marché si le titulaire constate un élément ou événement de nature à impacter celui-ci, il transmet alors immédiatement une fiche événement dûment complétée (dont le modèle est annexé au marché) à la Maîtrise d'œuvre avec copie à la maîtrise d'ouvrage.

4.3. Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois, compris période de Garantie de Parfait Achèvement définie à l'article 44 du CCAG-Travaux, à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est précisé dans le planning prévisionnel du DCE, puis dans le calendrier d'exécution.

Ce délai comprend la période de préparation définie à l'article 8.1 du présent C.C.A.P., le délai d'exécution des travaux y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

La notification du marché vaut ordre de service notifiant le début de la période de préparation du chantier et la date de démarrage du délai contractuel d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier d'exécution notifié par le maître d'œuvre au moyen d'un ordre de service.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des autres titulaires.

4.4. Prolongation des délais

Les modalités de prolongation des délais d'exécution sont telles que prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Causes légitimes de retard

Les événements listés ci-après sont considérés comme des causes légitimes de retard, justifiant une prolongation de délai, mais dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement du chantier, sur la durée de réalisation des travaux telle que prévue dans le calendrier prévisionnel

d'exécution des travaux et sur la date contractuelle de réception de l'ouvrage concerné, ce dont le titulaire aura la charge de la preuve :

- le retard dans la mise à disposition du terrain ou des ouvrages par l'Université de Lyon ;
- les jours de retard consécutif à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur du bâtiment au-delà de vingt-et-un (21) jours. Une grève interne au titulaire ou à ses prestataires n'est pas considérée comme une cause légitime de retard ;
- le retard causé par l'impossibilité pour le titulaire d'accéder au chantier du fait de la grève ou des manifestations de l'Université de Lyon ou des usagers ;
- le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, dès lors que ces injonctions ne sont pas imputables au titulaire ;
- le retard consécutif à des troubles résultant de cataclysmes naturels, hostilités, révolutions, incendies non imputables au titulaire, inondations (notamment crues décennales),
- la survenance de plus de **quinze (15) jours d'intempérie cumulés par année** rendant l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard soit à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir, constatées par la production soit de la déclaration correspondante aux Caisses de Congés Payés soit d'une attestation du Titulaire, pour autant qu'elles correspondent aux critères du tableau ci-après et qu'elles soient justifiées par la nature des travaux concernés et par les relevés météorologiques de la station la plus proche. Dans le cas d'une attestation du titulaire, l'arrêt de travail pour cause d'intempéries doit être déclaré dans les 48h suivant l'arrêt, au maître d'ouvrage par écrit. Le cas échéant, les intempéries ne seront pas prises en compte.

Phénomènes	Critères
Neige	à partir de 50mm à 8H00 ou 2 heures en chute continue
Vent	Rafales à partir de 60Km/h entre 8H00 et 18H00
Gel	-2°C entre 8h et 18h avec une durée continue de 2h
Pluie	A partir de 15mm entre 8h et 18h
Canicule	Si mesures organisationnelles insuffisantes et suivant la nature des travaux, éventuellement si le préfet a déclaré la zone en niveau d'alerte orange ou rouge.

- la demande du maître d'ouvrage de suspendre l'exécution du marché, suite à un recours contre une autorisation administrative ;
- l'annulation ou le retrait d'une autorisation administrative, sauf si l'annulation ou le retrait est imputable au titulaire.

Quand le titulaire invoque la survenance d'une cause légitime de retard, il doit le notifier à l'Université de Lyon dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la connaissance d'une telle cause légitime de retard, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La notification d'une cause légitime de retard fait apparaître notamment (i) l'événement dont la survenance est invoquée, (ii) l'incidence sur le déroulement du chantier et le calendrier des travaux, (iii) les mesures que le titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur ses obligations au titre du marché, (iv) les surcoûts que cet événement va engendrer.

Faute d'avoir notifié la cause légitime de retard dans les formes et délais ainsi définis, le titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause légitime de retard.

L'Université de Lyon indique dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la notification complète, si elle accepte la demande de mise en œuvre d'une cause légitime de retard ainsi que

l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le titulaire a proposées.

En tout état de cause, lorsque le titulaire invoque une cause légitime de retard, le titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

Si le titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une cause légitime de retard, il n'est fondé à invoquer la cause légitime de retard que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En cas de survenance d'un cas de cause légitime de retard ainsi notifié, la date contractuelle de réception sera repoussée d'une durée égale à celle du retard résultant de la cause légitime de retard, et aucune pénalité de retard ne sera due par le titulaire au titre du retard constaté.

Modalités d'indemnisation

Dès lors que les conditions énoncées ci-dessus sont réunies et entraînent un retard dans la date d'engagement contractuelle des travaux, cette situation ne doit pas entraîner de préjudice pour l'entreprise exécutant le marché de travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'entreprise exécutant le marché de travaux. Le cas échéant, l'entreprise exécutant le marché de travaux adresse une demande d'indemnisation justifiée. Le délai du marché pourra être prolongé du délai de retard d'engagement des travaux constaté.

L'entreprise exécutant le marché de travaux devra fournir au MOA ou MOE tous les éléments attestant de la réalité de son préjudice. L'indemnité pourra être notamment calculée sur la base des prix figurant dans le sous détail des prix unitaires ou de la décomposition des prix forfaitaires ou dans les éléments du marché comme le mémoire technique ou justificatif de l'offre ou à partir d'éléments extérieurs au marché fournis par l'entreprise exécutant le marché de travaux.

4.5. Arrêt de travaux dû à la découverte d'une situation de danger lors des travaux

Conformément à l'article L. 554-1 du Code de l'Environnement, l'entreprise exécutant le marché de travaux ne subira pas de préjudice en cas d'arrêt de travaux justifié par l'une des situations suivantes :

- Découverte d'un réseau sensible non signalé sur les récépissés des DT et/ou DICT ou non piqueté par l'exploitant ;
- Différence notable sur la localisation entre l'état du sous-sol constaté en cours de chantier et les informations portées à la connaissance de l'entreprise exécutant le marché de travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité (il faut entendre par différence notable un écart supérieure à la classe de précision de l'ouvrage ou de plus de 1,5 m entre la position reprise sur les plans ou sur le piquetage et la réalité) ;
- Découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible pour la sécurité dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies à l'entreprise exécutant le marché de travaux par son exploitant de plus de 1,5 m ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision de ce dernier.

Lorsque l'entreprise exécutant le marché de travaux rencontre une des situations évoquées qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, elle sursoit aux travaux adjacents et alerte le MOA et la MOE ou son représentant.

L'entreprise exécutant le marché de travaux informe le plus rapidement possible et par tout moyen le MOA ou le MOE de la suspension des travaux concernés par ce point d'arrêt et confirme par écrit dans un délai inférieur à 24 heures, les jours ouvrés. Le chantier sera maintenu en sécurité pendant toute la durée de l'arrêt de travaux. Un constat contradictoire est établi selon le formulaire CERFA n°14767*01 « constat contradictoire arrêt de travaux » auquel sont jointes des photos attestant de l'anomalie rencontrée ou tout autre document.

Dans le cas d'un endommagement d'un réseau, l'entreprise de travaux met en sécurité le site et prévient immédiatement l'exploitant du réseau. Il établit un constat contradictoire de dommages avec l'exploitant du réseau concerné. Une dégradation superficielle ou un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un ouvrage souterrain en service flexible justifie dans tous les cas une information de l'exploitant du réseau concerné.

L'entreprise exécutant le marché de travaux indique également les conséquences immédiatement perceptibles sur le déroulement du chantier et les impacts sur le personnel, engins et autres moyens mobilisés.

Selon le cas, le MOA ou le MOE ou son représentant établit par écrit un ordre de reprise des travaux ou un ordre d'arrêt de travaux. Dans cette dernière situation, il détermine dans un second temps les conditions de reprise de ces travaux. Le MOA ou le MOE ne peut donner l'ordre de reprise des travaux qu'après la levée de la situation susceptible d'engendrer un risque pour les personnes ou un danger d'endommagement des ouvrages concernés.

Si le MOA ou le MOE estime que cette suspension est injustifiée, il en informe l'entreprise exécutant le marché de travaux par tout moyen dans un délai inférieur à 24 h 00 jours ouvrés à compter de la réception de l'information transmise par l'entreprise exécutant le marché de travaux, et confirme par écrit.

La durée de l'arrêt de travaux prise en compte pour évaluer l'indemnité financière et déterminer la prolongation des délais contractuels, sous réserve de validation par le responsable du projet ou son représentant, est calculée depuis la date du fait générateur mentionnée dans le constat contradictoire jusqu'à la date d'effet de l'ordre de service de reprise des travaux par le responsable du projet ou son représentant.

L'entreprise exécutant le marché de travaux devra fournir au responsable de projet ou à son représentant tous les éléments attestant de la réalité des conséquences de cet arrêt.

L'indemnité pourra être notamment calculée sur la base des prix figurant dans le sous détail des prix unitaires ou de la décomposition des prix forfaitaires ou dans les éléments du marché comme le mémoire technique ou justificatif de l'offre. Le cas échéant, l'entreprise exécutant le marché de travaux est fondé à déposer un mémoire en réclamation à partir d'éléments extérieurs au marché.

Article 5. Prestations similaires et décisions de poursuivre

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Des décisions de poursuivre pourront intervenir en cours d'exécution du présent marché.

Article 6. Caractéristiques des matériaux et produits

6.1. *Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits*

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le C.C.T.G

Le C.C.T.G désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

6.2. *Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits*

Les vérifications, essais et épreuves sont précisés dans le C.C.T.P.

Article 7. Préparation et coordination des travaux

7.1. *Période de préparation - programme d'exécution des travaux*

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux **d'une durée de 5 semaines** à compter de la date de début d'exécution des prestations fixée à l'article 4.3 du présent C.C.A.P.

7.2. *Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

7.2.1. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

7.2.2. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

7.2.3. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordinateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordinateur S.P.S. :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordinateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordinateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordinateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordinateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordinateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

À la demande du coordinateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

7.2.4. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

7.2.5. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

7.3. Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution marché conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

Article 8. Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire conformément au CCAG-Travaux et au C.C.T.P. Leur coût est inclus dans le montant des travaux.

Le Titulaire est tenu dans le cadre de son marché d'adhérer au système d'échange de données informatiques pour l'échange des documents qui sera mis en place par le maître d'ouvrage. La transmission de l'ensemble des documents d'exécution devra être assurée via ce système.

Article 9. Installation et organisation du chantier

Au plus tard 2 jours ouvrés avant la fin de la période de préparation des travaux, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'ouvrage et le titulaire du lot n°4.

Par la suite, une réunion de chantier sera organisée chaque semaine. Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du Maître d'Œuvre, en présence du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire, des entreprises, ont lieu, en principe, une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier. Les entrepreneurs seront tenus d'assister à ces réunions pendant la durée de l'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter valablement.

9.1. Installations de chantier

Par dérogation à l'article 31.12 du C.C.A.G. – Travaux et conformément à l'article 3.6 du C.C.T.P.C., le titulaire du lot n°4 devra établir un plan d'installation de chantier, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier, conforme aux dispositions du planning et du plan de principe réalisé par la maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 31.12 du C.C.A.G. – Travaux et conformément à l'article 3.6 du C.C.T.P.C., le titulaire du lot n°1 doit ses propres installations de chantier pendant la phase de curage.

9.2. Lutte contre le travail dissimulé sur le chantier

Il sera fait application de l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

Article 10. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.

10.1. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que producteur, et du titulaire en tant que détenteur de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets, ainsi qu'au C.C.T.P.C.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 18.1.1 alinéa 3 du CCAG-Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier est à la charge du titulaire du lot n°4.

10.3. *Clause incitative au réemploi et à la revalorisation des matériaux*

L'Université de Lyon fixe dans ce marché une clause incitative au réemploi et à la valorisation des matériaux permettant une action de faveur de la réutilisation des déchets issus de cette opération de déconstruction-rénovation.

Pour rappel, la législation sur les déchets dans la loi Transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015 a fixé des objectifs forts pris afin de renforcer le tri, le réemploi et la valorisation des déchets du BTP :

- Atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2020,
- Stabiliser la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010,
- Réduire la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (- 30% à horizon 2020 et -50% à horizon 2025, par rapport à 2010.)

L'attention des entreprises est attirée ici sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction de la production et de gestion des déchets prises en cohérence avec les priorités et objectifs cités ci-dessus, et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

A ce titre les entreprises peuvent se référer aux données fournies dans le CCTP propre au lot qui les concernent.

En particulier sur le lot de démolition-curage, il est incité au curage sélectif afin de privilégier le tri des éléments déposés en vue de leur réutilisation via des plateformes de réemploi.

Pour la réalisation de cet objectif, il est recommandé de prévoir la dépose soignée ainsi que le conditionnement des différents éléments en vue de leur transport pour un réemploi ex-situ.

10.4. *Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.*

Conformément à l'article 38 1^{er} alinéa du CCAG-Travaux, le titulaire doit procéder à sa charge à tous les essais et contrôles des ouvrages en cours et en fin de travaux, qu'il juge nécessaire.

10.5. *Travaux non prévus*

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

Article 11. Identification d'un sinistre et dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

11.1. *Identification d'un sinistre*

En cas d'identification d'un sinistre par l'Université de Lyon, dont l'origine pourrait être attribuée aux travaux, elle en informe le titulaire et convient d'une date de constat. En cas d'identification d'un sinistre par le titulaire, dont l'origine pourrait être attribuée aux travaux, ce dernier en informe sans délai l'Université de Lyon par tous les moyens qu'il juge opportuns en fonction du degré d'urgence. Il précise la nature du sinistre, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que le degré d'urgence de la remise en état.

Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre l'Université de Lyon, le maître d'oeuvre et le titulaire.

Le cas échéant le responsable s'engage à déclarer le sinistre à son assureur, qui mettra en place les moyens nécessaires pour son règlement. Dans cette hypothèse, le responsable transmet sa déclaration de sinistre aux autres parties.

11.2. *Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution*

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire aux tiers, au personnel, aux établissements ou à l'Université de Lyon, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du présent marché ou de prescriptions d'ordre de service.

L'Université de Lyon ne pourra pas être recherchée pour un défaut de surveillance du chantier et le titulaire pourra être appelé en garantie sur ce sujet par l'Université de Lyon.

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG-Travaux, les dégradations éventuelles causées aux voies publiques par le chantier sont à la charge du titulaire.

Article 12. Documents fournis après exécution

Le titulaire devra fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Ces documents seront à fournir en 1 exemplaire version informatique déposée sur clé USB et 1 exemplaire papier.

Le DOE comprendra tous les documents nécessaires au parfait recollement des ouvrages exécutés, les procès-verbaux de tous les contrôles techniques, essais et épreuves conformément aux normes et aux prescriptions du marché et les notices des fonctionnements des matériels mise en place.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, le titulaire remet au MOE le DOE de son lot lorsqu'il demande la réception des travaux.

Le défaut de remise de ces documents à la date définie ci-dessus entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 19.5 du présent CCAP.

Article 13. Réception des travaux.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Article 14. Garantie

14.1. *Garantie de parfait achèvement*

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

La garantie débute à la date d'effet de la décision de réception des travaux.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux., la durée de garantie de parfait achèvement est d'un an.

Elle sera exécutée dans les conditions prévues à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14.2. Garantie biennale

Le titulaire doit dans le cadre des dispositions de l'article 1792-3 du Code civil une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans des éléments d'équipement visés audit article. La garantie débute à la date d'effet de la décision de réception des travaux.

Article 15. Garanties financières

Les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde du marché font l'objet d'une retenue de garantie. Cette retenue de garantie est égale à 5 % du prix initial du marché augmenté, le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution. Elle a notamment pour objet de couvrir les réserves formulées par l'Université de Lyon à la réception ainsi que pendant la période de parfait achèvement, dans les conditions prévues par les articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique.

Dans l'hypothèse où le marché serait attribué à une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est porté à 3%.

La retenue de garantie peut être remplacée au choix du titulaire par une garantie à première demande ou, conformément à l'article R2191-34 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande.

La garantie à première demande est constituée et fournie par le titulaire selon les modalités prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Son montant sera égal à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours à compter de la date d'expiration de la période de parfait achèvement. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

Article 16. Avance / Acomptes

16.1. Avance

Sauf renonciation du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct, exprimée dans l'acte d'engagement ou dans la DC4, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après, correspondant à l'option B mentionnée à l'article 10.1 du CCAG Travaux et conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant du lot, ou du montant indiqué dans la DC4, lorsqu'il est supérieur(e) à 50 000 euros H.T, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant TTC du lot ou de la DC4 concerné.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du lot ou de la DC4 concerné.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, ou au sous-traitant le cas échéant, et intervient par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes, selon la périodicité indiquée à l'article 16.2 ci-après.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au maître d'ouvrage. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

16.2. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes, octroyés conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour le marché (lot3) à prix unitaire. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'Article 15 du présent CCAP.

Pour le présent marché, la périodicité des acomptes est mensuelle.

Article 17. Prix du marché

17.1. Contenu du prix

Le contenu des prix est tel que fixé à l'article 9.1 du CCAG Travaux et comprend notamment :

- tous les travaux indiqués au dossier fourni par le maître d'ouvrage et aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la prestation suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des dispositions indiquées dans les plans ;
- les charges liées à la gestion des déchets ;
- les frais liés à la gestion et à la mise en œuvre de l'installation de chantier ;
- les frais de relevé topographique, de piquetage, de tenue des plans d'exécution au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- les frais de branchements en énergie et en eau.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le prix comprend notamment les frais liés aux phasages et plannings des travaux.

Les prix s'entendent pour des travaux exécutés dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

Dans le cas d'un groupement solidaire, les prix comprennent les mêmes dépenses et marges que celles décrites à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux. En outre, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement d'opérateurs attributaire du marché et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

17.2. Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché :

- Par application d'un prix globale et forfaitaire ;
- Par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

17.3. Augmentation et diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, si l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à l'augmentation limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite.

L'augmentation limite est fixée à 15% du montant contractuel.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux, si la diminution du montant de travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à la diminution limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite.

La diminution limite est fixée à 15% du montant contractuel.

En cas de commande supplémentaire, les prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) seront utilisés pour rémunérer ces prestations. Les autres éléments de la DPGF ne sont pas contractuels. Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans la DPGF, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée.

17.4. Variation dans les prix

Les prix ne sont pas actualisables et sont révisables. La révision est effectuée à chaque acompte mensuel. Elle s'effectue par application au montant HT d'un coefficient R résultant de la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 (I_m / I_{m_0})$$

où

I_{m_0} est l'index du mois M_0 .

I_m est l'index du mois d'exécution de la prestation justifiant l'acompte.

Index retenus :

N° lot	Libellé du lot	Index
01	Désamiantage / Démolition	BT 01
02	Étanchéité	BT 01
03	Plâtrerie – Faux-plafond - Peinture	BT 50
04	Menuiserie intérieur	BT 18a
05	Sol souple - Faïence	BT10

06	Plomberie - CVC	BT 38 (40%) – BT 41 (60%)
07	Électricité	BT 47

Le coefficient final est arrondi au millième supérieur.

Concernant le solde du marché, la date du dernier index est le mois d'achèvement des travaux.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), la personne publique procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. La personne publique procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Article 18. Modalités de règlement des comptes

18.1. *Projets de décompte*

Les projets de décompte seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux, mensuellement.

Les projets de décompte porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- l'éventuelle retenue de garantie
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, une unique demande d'acompte est réalisée par le mandataire pour l'ensemble des co-traitants. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitants admis au paiement direct, **les copies des factures des sous-traitants acceptées par le titulaire** (avec la mention « Bon pour paiement direct » de l'entreprise) seront à **joindre impérativement à la demande d'acompte**, sous peine de se voir refuser la demande d'acompte. La DC4 devra être cohérente avec le montant facturé, sous peine de refus de la demande d'acompte.

Le sous-traitant libelle ses demandes de paiement au nom du maître d'ouvrage et les envoie conformément aux dispositions des articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément du CCAG Travaux, le titulaire est tenu d'adhérer au système d'échange de données informatiques de GESPRO, pour la saisie des situations (cf. Annexe 1).

La demande de paiement sous la forme d'un projet de décompte sera remise uniquement par voie électronique avec le système déployé pour le présent marché.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG, la révision est calculée par le système de facturation dématérialisée.

Conformément à l'article 12.1.9 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

18.2. *Acomptes mensuels*

À partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre établit le montant de l'acompte mensuel dans les conditions de l'article 12.2 du CCAG Travaux.

18.3. *Demande de paiement finale*

Conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux, le titulaire établit le projet de décompte final au plus tard 30 jours après la décision de réception de chaque bon de commande.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du bon de commande dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Les articles 12.3.2, 12.3.3, 12.3.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

18.4. *Décompte général – solde*

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général dans les conditions de l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ce document, celui-ci est réputé définitif.

18.5. *Mode de règlement*

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la proposition de règlement des sommes admises par le maître d'œuvre.

18.6. *Répartition des paiements*

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Article 19. Pénalités et retenues

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 20% du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Les pénalités dues à l'Université de Lyon au titre du présent article seront payées soit directement par le titulaire à l'Université de Lyon, soit par imputation sur le montant de la demande de paiement suivant la constatation du service fait ayant engendré l'application de la pénalité.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Dans le présent document, les retards sont calculés en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut, pour les pénalités décrites dans les chapitres suivants et non concernées par une mise en demeure, appliquer ces pénalités sur simple constat par le MOE ou le MOA.

Pour les pénalités décrites dans les chapitres suivants et concernées par une mise en demeure, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations **dans un délai qui ne peut être inférieur à sept jours**, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations et réponses. À défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

19.1. *Pénalité pour non-respect des obligations liées à la sous-traitance*

En cas de non-respect des obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément des sous-traitants, le titulaire pourra se voir appliquer de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité égale à 2000 euros par jour et par sous-traitant non agréé.

19.2. *Pénalités de retard dans l'exécution des prestations ou dans la date de réception de l'ouvrage*

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, s'agissant des prestations pour lesquelles un délai d'exécution ou une date limite a été fixé par les dispositions générales du marché ou par ordre de service, il est appliqué une pénalité journalière de 200 euros par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux délais intermédiaires des tâches élémentaires de travaux définies dans le planning d'exécution des travaux et au délai global contractuel de chaque lot.

19.3. *Pénalités de retard dans la levée des réserves*

Dans l'hypothèse où les réserves n'ont pas été levées dans le délai déterminé lors de la réception, l'Université de Lyon pourra appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard égale à 200 euros.

Ces pénalités s'appliquent dans la limite de 10% du montant total hors taxe du marché.

19.4. *Pénalités pour méconnaissance de l'obligation de confidentialité*

En cas de violation des obligations de confidentialité prévues à l'article 27 du présent CCAP, le titulaire sera redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité non libératoire de 3000 euros pour chaque violation constatée.

19.5. *Pénalités de retard dans la production de documents*

Le retard dans la production des documents demandés par l'Université de Lyon au titre du présent marché donne lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 200 euros par jour de retard et par document après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Cette pénalité s'applique également à la fourniture de chaque document du DOE ou du DEM.

19.6. *Pénalités pour absence ou retard aux réunions ou visites*

L'absence du titulaire à une réunion, un retard supérieur à 30 min ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par l'Université de Lyon, le maître d'œuvre, ou le CSPS selon les stipulations du marché, donne lieu au versement par le titulaire, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 100 euros.

19.7. *Pénalités pour non-respect du RGPD*

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, telles que définies à l'article 28 du présent CCAP, l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquement constaté.

19.8. *Pénalités pour autres manquements*

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités, l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière ou par manquement de 250 euros prévue au présent article.

Article 20. **Lutte contre le travail dissimulé**

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

L'Université de Lyon sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

1 Le titulaire fournit à l'Université de Lyon, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat

et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.

- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire ou ses sous-traitants ne respectent pas leurs obligations, l'Université de Lyon le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser leur situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, l'Université de Lyon peut :

- a) Appliquer une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
 - Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 21. Responsabilité et assurances

21.1. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations contractuelles.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités, des garanties et des risques découlant des lois, règlements et normes en vigueur, fondés sur les principes édictés :

- par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil (Loi 78-12 du 4 janvier 1978), et
- par les articles 1231-1, 1240 et suivants du même Code.

Il est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

21.2. Assurances

21.2.1. Assurance de la responsabilité du fait des dommages de nature décennale et des risques

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, le titulaire devra être titulaire, à la date d'ouverture du chantier, des garanties couvrant sa RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et suivants et 1792-4-1 du Code civil, conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances et à l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005, particulièrement au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles », à concurrence minimum du montant total de l'opération.

Le titulaire devra également être titulaire, à la date d'ouverture du chantier, des garanties couvrantes

- les dommages immatériels consécutifs après réception,
- les dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005.

21.2.2. Autres assurances professionnelles

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du maître d'ouvrage, du fait de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux, et ce, dès le début de son intervention et aussi longtemps que sa responsabilité pourra être recherchée. Les garanties devront être étendues aux responsabilités pouvant lui incomber du fait de ses sous-traitants et aux risques de pollution accidentelle ou non, ainsi que de toute atteinte à l'environnement.

Montant minimum des garanties exigées :

Responsabilité Civile cours de chantier / Avant réception :

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3 M € par sinistre

Dont :

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.5 M€ par sinistre

Immatériels Non consécutifs : 500.000 € par sinistre,

Dommages d'atteinte à l'environnement : 1 M € par sinistre et par an.

RC après réception

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3 M € par sinistre et par an

Dont :

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.5 M€ par sinistre et par an

Immatériels Non consécutifs : 500.000 € par sinistre et par an

Dommages d'atteinte à l'environnement : 1.5 M € par sinistre et par an.

La franchise – hors dommages corporels - sera au maximum de 10.000 euros.

21.2.3. Attestations

Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, puis à chaque début d'année pendant toute la durée du chantier, le titulaire doit produire son attestation d'assurance correspondant aux risques visés ci-avant, valable dès le début de l'exécution de ses travaux, jusqu'à la fin de ses interventions.

La (ou les) attestations produite(s) devra (devront) être datée(s) de moins de six mois et émaner de sa compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul) et répondre aux critères définis ci-dessus. Pour la RC Décennale, cette attestation devra être conforme aux dispositions de l'article A243-2 et suivants du code des assurances.

Il est précisé que le maître d'ouvrage peut demander au titulaire à tout moment le justificatif du paiement de ses primes d'assurance.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à notifier tout changement concernant ses contrats d'assurance (changement d'assureur, nature et montants des garanties, franchises...) ainsi que tout fait de nature à entraîner la suspension ou la résiliation de ses différentes polices.

Il s'engage également à déclarer à ses assureurs, dans les délais requis, tous événements ou réclamations susceptibles d'entraîner l'application de ses polices d'assurance.

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient au titulaire de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire en nature et/ou en montant.

Concernant les sous-traitants, il appartient au titulaire d'effectuer le contrôle de leurs attestations d'assurance.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Le titulaire doit assistance à l'Université de Lyon pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre,
- il informe l'Université de Lyon de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés,
- il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances de l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de plein droit du marché.

21.2.4. Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage souscrira une police Tous Risques Chantier adaptée à l'opération au profit de l'ensemble des participants au chantier.

Le coût de cette police sera pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Cette police ne couvrira pas les pertes financières, les dommages immatériels, les pénalités que pourrait subir l'entrepreneur à la suite d'un dommage garanti.

La police comportera une franchise qui sera, en cas de sinistre, supportée intégralement par l'entreprise responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune entreprise ne pourrait être tenue pour responsable, la franchise sera imputée aux entrepreneurs du ou des lots concernés par l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le ou les lots.

Si l'entreprise responsable du sinistre, à défaut l'entreprise titulaire du lot sinistré, ne prend pas en charge la franchise ou son prorata, ceux-ci seront prélevés sur sa situation de chantier.

S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier, il est d'ores et déjà expressément convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, à charge pour lui de les verser ensuite aux constructeurs concernés sur présentation des situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par le maître d'œuvre.

Article 22. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du CCAG Travaux s'appliquent au présent marché.

Article 23. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Les prescriptions de l'article 7 du CCAG Travaux s'appliquent au présent marché.

Article 24. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

Quelle que soit la nationalité du prestataire, la loi française est seule applicable. En outre, tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français. Dans le cas où ces derniers seraient traduits en une ou plusieurs langues, seul le texte rédigé en français fera foi en cas de litige.

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux s'appliquent.

Article 25. Résiliation du marché

Les stipulations des articles 49 à 52 du CCAG Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables, complétées comme suit :

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2 %.

Article 26. Force majeure

Les parties n'encourent aucune responsabilité ou pénalité pour ne pas avoir exécuté ou avoir exécuté avec retard une de leurs obligations au titre du marché suite à la survenance d'un événement de force majeure, entendu comme tout événement qui leur est extérieur, qui est imprévisible et irrésistible et qui les empêche d'exécuter en tout ou partie une de leurs obligations au titre du marché.

Si la partie qui invoque la survenance d'un événement de force majeure a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, elle n'est fondée à invoquer la force majeure que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, dans les plus brefs délais, et au maximum dans les 15 (quinze) jours suivant la survenance de l'évènement. La notification précise les faits invoqués au soutien de sa demande, notamment la nature de l'évènement, et les conséquences de cet événement sur l'exécution du marché ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets. Dans une telle hypothèse, les parties conviennent de se rencontrer au plus vite pour envisager toute mesure à prendre en vue d'assurer la continuité du service et d'éviter, autant que faire se peut, la rupture de leurs liens contractuels.

Si, toutefois, l'évènement de force majeure ou les perturbations dans l'exécution du marché duraient plus de trois (3) mois, l'Université de Lyon pourrait prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Article 27. Exécution aux frais et risques

Le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52.2 du CCAG Travaux.

Article 28. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 29. Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront notamment se conformer au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données – RGPD », ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Pour rappel, selon le RGPD, les obligations du titulaire du présent marché vis-à-vis du responsable du traitement de données à caractère personnel (pouvoir adjudicateur) sont, le cas échéant, les suivantes :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Article 30. Dérogations au C.C.A.G. Travaux

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Articles du CCAG - Travaux
2	Pièces constitutives du marché	Ordre de priorité des pièces du marché	4.1
7.1	Période de préparation – programme d'exécution des travaux	Durée de la période de préparation	28.1
9.1	Installations de chantier	Etablissement du PIC	31.12
11.2	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	Charge des dégradations éventuelles causées aux voies publiques par le chantier	35.1
12	Documents fournis après exécution	Remise du DOE	40.1
17.3	Augmentation et diminution du montant des travaux	Limite fixée à l'augmentation et à la diminution du montant des travaux	14.3 et 15.1
18.1	Projet de décompte	Calcul de la révision	12.1.7
18.4	Décompte général - Solde	Transmission du décompte général par le maître d'ouvrage	12.4.4
19	Pénalités et retenues	Mise en œuvre des pénalités	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4

19.2	Pénalités de retard dans la date de réception de l'ouvrage	Montant de la pénalité de retard	19.2.3
25	Résiliation du marché	Indemnité de résiliation sur résiliation pour motif d'intérêt général	50.4